

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2013

CHAPITRE 38

**MINISTERE
DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013	9
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	10
2.1.	PROGRAMME 496: DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT	12
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	13
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	13
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	15
2.2.	PROGRAMME 497: AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE ET DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN	19
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	20
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	20
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	20
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	22
2.3.	PROGRAMME 498: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT URBAIN (PDITU)	26
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	27
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	27
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	27
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	29
2.4.	PROGRAMME 499: PILOTAGE ET ADMINISTRATION DE LA POLITIQUE DU SOUS-SECTEUR URBAIN	32

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	33
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	33
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013	33
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013	34
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	38
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	39
3.2.	LEÇONS APPRISES	41
3.3.	PERSPECTIVES	41

NOTE EXPLICATIVE

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensembles des ministères et autres organes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'Etat. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2013. Au terme des douze (12) mois d'exécution des 160 programmes inscrits dans la loi de finances 2013, les présents RAP - 2013, rendent compte de la mise en œuvre desdits programmes en présentant :

- Le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- L'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2013 du premier cycle de budgétisation par programme ;
- Le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement de cette première génération de Rapports Annuels de Performance produits par les administrations revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression ; un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) adopté par le gouvernement en 2009 énonce des objectifs clairs de politique économique, sociale et culturelle pour le Cameroun à l'horizon 2020.

Pour l'atteinte de ces objectifs, le document de stratégie de développement du sous- secteur urbain permet d'avoir dans le sous-secteur, une meilleure vision et lisibilité des activités à mener pour améliorer la contribution des villes camerounaises au développement du pays, conformément aux orientations du Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le DSCE souligne l'importance des enjeux économiques du développement urbain et du rôle économique des villes, compte tenu de leur poids sur le PIB (le PIB urbain représente actuellement près de 60% du PIB total). En effet, les villes sont des lieux de concentration des activités économiques et les champs de prédilection des secteurs secondaires et tertiaires. Il est donc nécessaire de replacer la ville dans son véritable rôle de moteur du développement économique et social, afin de permettre aux villes de contribuer efficacement à la relance et la consolidation de la croissance économique.

Pour cela, l'objectif clairement énoncé dans le DSCE est «de maîtriser le développement des villes et d'en faire des centres de production et de consommation nécessaires à l'essor du secteur industriel, mais également de promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques». Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) adopté par le gouvernement en 2009 énonce des objectifs clairs de politique économique, sociale et culturelle pour le Cameroun à l'horizon 2020.

Pour l'atteinte de ces objectifs, le document de stratégie de développement du sous- secteur urbain permet d'avoir dans le sous-secteur, une meilleure vision et lisibilité des activités à mener pour améliorer la contribution des villes camerounaises au développement du pays, conformément aux orientations du Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

De manière spécifique, les autorités entendent encadrer et maîtriser le développement urbain (limiter le taux d'urbanisation à 57,3% en 2020) ; construire 17 000 logements et aménager 50 000 parcelles) ; réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès aux infrastructures aux services urbains de base ; construire 150 km de voies bitumées ; Renforcer l'industrie, le secteur privé, la gouvernance et les ressources humaines du sous secteur urbain.

L'atteinte de ces objectifs se fera à travers :

- l'entretien et la réhabilitation des infrastructures urbaines ;
- le développement des infrastructures urbaines ;
- l'amélioration de l'accès aux services urbains de base ;
- la maîtrise de l'occupation du sol ;
- la protection des groupes sociaux vulnérables ;

- le renforcement des capacités institutionnelles.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Aux termes du Décret n°2012/384 du 14 septembre 2012, portant organisation et fonctionnement du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU) est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'habitat et de développement urbain.

A ce titre, il est chargé :

a) En matière d'habitat :

- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan d'amélioration de l'habitat, tant en milieu urbain que rural;
- de la mise en œuvre de la politique d'habitat social ;
- du suivi de l'application des normes en matière d'habitat.

b) En matière de développement urbain :

- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des stratégies d'aménagement et de restructuration des villes en relation avec les Administrations concernées ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de développement social intégré des différentes zones urbaines ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de gestion des infrastructures urbaines en liaison avec le Ministère des Travaux Publics ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies d'amélioration de la circulation dans les grands centres urbains avec les Départements ministériels et les Collectivités Territoriales Décentralisées concernés;
- de l'embellissement des centres urbains, en liaison avec les départements ministériels et les collectivités Territoriales Décentralisées intéressés ;
- de la planification et du contrôle du développement des villes ;
- du suivi de l'élaboration des plans directeurs des projets d'urbanisation en liaison avec les Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- du suivi de l'application des normes en matière d'assainissement et de drainage;
- du suivi du respect des normes en matière d'hygiène et de salubrité, d'enlèvement et/ou de traitement des ordures ménagères;

de la liaison avec les Organisations Internationales concernées par le développement des grandes villes en relation avec le Ministère des Relations Extérieures.

Il suit les activités des Ordres correspondants aux professions d'Architecte, d'Urbaniste et de Géomètre.

Il travaille en étroite collaboration avec les Collectivités Territoriales Décentralisées et exerce la tutelle sur la Société Immobilière du Cameroun (SIC), les projets et les organismes concourant à l'aménagement des villes et de l'habitat.

Il est assisté d'un Secrétaire d'État, chargé de l'habitat.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Evoquant le bilan de l'exercice 2013, il convient de rappeler que l'enveloppe globale du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain pour l'année de référence, s'est élevée à 76 904 000 000 FCFA répartie ainsi qu'il suit :

Dépenses de fonctionnement : 18 155 000 000 FCFA

Dépenses d'investissement : 58 749 000 000 FCFA

Ce budget, s'est exécuté dans un contexte institutionnel en pleine mutation marqué par l'implémentation d'importantes réformes tant sur le plan budgétaire que celui de l'attribution de la commande publique.

Sur le plan budgétaire, l'année 2013 s'est caractérisée par l'entrée en vigueur du budget programme, résultante de la Loi n°2007/006 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat. Sa mise en œuvre a entraîné la refonte des outils de traitement (logiciels) du budget occasionnant ainsi des difficultés dans le traitement des dossiers budgétaires au cours des 02 premiers trimestres de l'exercice.

Pour ce qui est de la commande publique, la création du Ministère des Marchés Publics, suivie de la réforme du système de passation des marchés à travers la création et la mise sur pied de nouvelles Commissions de Passation des Marchés, a entraîné quelques pesanteurs ayant causé un retard dans le processus d'attribution des marchés publics. Heureusement, le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA, a apporté des solutions à ces goulots d'étranglements en signant respectivement le Décret du 05 août 2013 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret n° 2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de passation des Marchés Publics et l'ordonnance n° 2013/001 du 05 novembre 2013 portant prorogation du délai d'engagement et d'ordonnancement des dépenses d'investissement public, ainsi que la période complémentaire au titre de l'exercice 2013.

La mise en œuvre des deux réformes susmentionnées a connu quelques difficultés qui ont induit des lourdeurs dans l'exécution du budget du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain.

Au demeurant, l'année 2013 étant la deuxième année de mise en œuvre du programme des

Grandes Réalisations du Chef de l'Etat, elle se situe comme celle des premières retombées pour les populations. Donc pour le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, la concrétisation de cet important programme a entraîné une nécessaire exigence de rentrer dans une ère nouvelle : celle des résultats, malgré les ressources limitées. Ce qui a obligé, à la fois, beaucoup d'ingéniosités et de pragmatisme dans la conduite de nos actions pour obtenir des résultats visibles et palpables attendus par les populations souvent impatientes. Sur cette lancée, le MINH DU a procédé au lancement solennel de la commercialisation des premiers logements construits par les PME nationales et accéléré la construction des infrastructures urbaines à l'effet de satisfaire en partie la demande exprimée par les ménages. Tout ceci a appelé la mobilisation tous azimuts de l'ensemble des personnels et même des autres acteurs notamment les CTD pour l'atteinte des résultats.

Pour davantage accroître les performances du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, l'année 2013 a été matérialisée par le renforcement de l'éthique, de la discipline, du respect de la hiérarchie et la célérité dans le traitement des dossiers, ainsi que par l'harmonisation des documents de planification en gestion urbaine.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Les axes d'intervention de la stratégie de développement du sous-secteur urbain se déclinent en 04 Programmes :

Le programme de développement de l'habitat qui vise à rationaliser l'occupation de l'espace urbain et réduire de façon significative la proportion d'habitat indécemment en milieu urbain ;

Le programme d'amélioration de l'environnement urbain dont l'objectif est d'assainir et embellir l'espace urbain ;

Le programme de développement des infrastructures de transport urbain qui a pour but d'accroître la mobilité intra-urbaine ;

Le programme de gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur urbain qui vise à améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINH DU.

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 496

DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT

Responsable du programme

MANDENGUE GERARD

Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Rationaliser l'occupation de l'espace urbain et réduire de façon significative la proportion de l'habitat indécent en milieu urbain	
Indicateur	Intitulé:	Superficie des espaces aménagés
	Unité de mesure	ha
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	800.0
Indicateur	Année cible:	2015
	Intitulé:	Superficie des espaces restructurés ou rénovés
	Unité de mesure	ha
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
Indicateur	Valeur Cible	500.0
	Année cible:	2015
	Intitulé:	Nombre de logements construits; superficie des espaces aménagés; superficie des espaces restructurés ou rénovés
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	1675.0
Indicateur	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	17000.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DÉVELOPPEMENT DE LA PLANIFICATION URBAINE Action 02: RÉALISATION DES OPÉRATIONS D 'AMÉNAGEMENT URBAIN Action 03: CONSTRUCTION DE NOUVEAUX BÂTIMENTS	
DOTATIONS INITIALES	AE 6 223 901 000	CP 5 123 901 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MANDENGUE GERARD, Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 6 367 619 338	CP 5 267 619 338
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -143 718 338	Ecart CP -143 718 338
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 5 099 966 224	CP 4 854 294 222
TAUX DE CONSOMMATION	89,09 %	92,15 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- Non maîtrise du processus de passation des marchés. A titre d'exemple, toutes les études d'élaborations des documents de planification urbaine prévus en 2013 ont démarré en janvier 2014 (délivrance des Ordres de Services de démarrage) ; La difficulté à renseigner les indicateurs de performance.	

PERSPECTIVES 2014	<ul style="list-style-type: none">- Mettre un accent sur les concertations avec les Collectivités Territoriales Décentralisées pour améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des documents de planification des centres urbains, mieux restructurer les zones d'habitat précaire et construire les logements neufs ;- Mettre en place d'un système d'information performant ; Procéder à la reformulation de l'indicateur du Programme pour permettre que celui-ci soit facilement renseigné : Proportion de villes planifiées ou bénéficiant d'un projet d'amélioration de l'habitat.
----------------------	---

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 DÉVELOPPEMENT DE LA PLANIFICATION URBAINE								
OBJECTIF	Assurer la maîtrise de l'occupation du sol par l'élaboration des documents de planification et la mise à jour de tous les documents existants							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents de planification urbaine élaborés/actualisés et approuvés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 40%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		91.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		02 documents de planification élaborés (PSU de Nkonzem et Idabato) et 19 en cours d'élaboration.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 917 977 000	1 617 977 000	2 061 713 333	1 761 713 333	1 702 335 280	1 457 313 279	82,56 %	82,72 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Crédits transférés aux CTD qui assument la fonction de Maître d'Ouvrage Délégué.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none">- 11 POS en cours d'élaboration (Buea-30%, Bafoussam-30%, Nkongamba-30%, Bamenda -35% et Ngaoundéré III-30%) ;- 02 PSU élaborés, 03 en cours d'élaboration (Mbangassina-85%, Pouma-85% et Massok-85%).- 01 PDU en cours d'élaboration (Ngaoundéré-30%) ;- 02 PS en cours d'élaboration (Molyko-30% et noyau central de Yaoundé-85%) ;- Grilles des équipements en cours d'élaboration : taux d'exécution 30% ; Etude de faisabilité Sawa Beach : taux d'exécution 34%.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none">- Forte implication des services centraux et déconcentrés du MINHDU ;- Capacités techniques des CTD insuffisantes dans le suivi de l'élaboration des documents de planification par les BET ;- Non maîtrise du processus de passation des marchés. A titre d'exemple, toutes les études d'élaborations des documents de planification urbaine prévus en 2013 ont démarré en janvier 2014 (délivrance des Ordres de Services de démarrage) ;- La faible capacité technique des BET ; L'Appel d'Offre relatif au POS de Zoétéélé a été déclaré infructueux et les crédits y afférents sont tombés en forclusion.							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none">- Renforcement des capacités des CTD et des responsables des services déconcentrés du MINHDU en matière du suivi de l'élaboration des documents de planification urbaine ;- Appui à la formation des BET en matière d'élaboration des documents de planification urbaine ; Pour la période 2014/2015, élaboration d'au moins 39 documents de planification, de 08 cartographies numériques et la délimitation du périmètre urbain de 05 villes.							

Action 02 RÉALISATION DES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT URBAIN

OBJECTIF	Améliorer quantitativement et qualitativement la production des espaces urbanisés décents								
Indicateur	Intitulé:	1. Plan d'aménagement réalisés et approuvés 2. Superficie des espaces restructurés ou rénovés 3. superficie d'espaces aménagés en trames					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2013							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	10.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	291 ha aménagés à 100% 03 études en cours de réalisation pour un taux d'avancement de 70%							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	124 500 000	124 500 000	124 484 040	124 484 040	117 406 260	117 406 259	94,31 %	94,31 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les activités de restructuration ont été menées dans le cadre de la 2 ^{ème} phase du Projet de Développement des secteurs Urbain et de l'approvisionnement en Eau (PDUE), financé par la Banque Mondiale. A cet égard, la non objection de la Banque Mondiale est un préalable au démarrage des travaux								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none">- Aménagement des quartiers (Ekounou et Efoulan à Yaoundé, Nkolmintag à Douala ;- Etudes d'identification des quartiers à restructurer ou à rénover dans les 14 Communautés Urbaines : Yaoundé, Douala et Bafoussam ; Poursuite du Programme participatif d'amélioration des bidonvilles à Yaoundé (Nkolbikok), à Kribi (Afan Mabe) et Bamenda (Sissia).								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les travaux n'ont pu être réalisés à Yaoundé, particulièrement dans les quartiers Efoulan, Kondengui et Ekounou ; superficie totale 217 ha à cause des lenteurs dans les procédures d'indemnisation/expropriation qui n'ont abouti qu'en 2014.								
Perspectives 2014	<p>Le projet s'achève en 2014 et la superficie de 202 ha est programmée pour cet exercice ;</p> <ul style="list-style-type: none">- Poursuite des études d'identification des quartiers à restructurer ou à rénover dans les 14 Communautés Urbaines ;- Poursuite du Programme participatif d'amélioration des bidonvilles à Yaoundé (Nkolbikok), à Kribi (Afan Mabe) et Bamenda (Sissia), en collaboration avec l'ONU/Habitat, l'Union Européenne et le FEICOM ;- PDUE : poursuite de l'aménagement des quartiers : Ntambag (Bamenda), New town (Mbalmayo) et Lougue-Ouro Lope (Maroua) ;- Elaboration d'une stratégie d'amélioration des bidonvilles avec l'appui technique de l'ONU/Habitat ;- Restructuration de certains quartiers à Yaoundé, Douala et Kribi en collaboration avec la MAETUR sur le principe du Partenariat Public-Privé (PPP) ; Démarrage du Programme C2D urbain de développements des capitales régionales : Bafoussam, Garoua et Bertoua sur financement C2D (40 milliards) et prêt AFD (43 milliards).								

Action 03 CONSTRUCTION DE NOUVEAUX BÂTIMENTS

OBJECTIF	Accroître l'offre de logements décents en milieu urbain								
Indicateur	Intitulé:		Nombres de logements construits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		1675.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		17000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Construction de 1675 logements par les PME nationales : 1 175 logements à Douala/ Mbanga Bakoko : Taux d'avancement 56% pour 560 logements de la première phase et 51% pour 615 logements de la deuxième phase ; 500 logements à Yaoundé/Olembé : Taux d'avancement 97% pour 120 logements témoins et 75% pour 380 logements de la deuxième phase ; Construction de 660 logements à Yaoundé avec la coopération chinoise : taux d'avancement de 100% pour 40 logements témoins et 80% pour 620 logements.				61,50		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	4 181 424 000	3 381 424 000	4 181 421 965	3 381 421 965	3 280 224 684	3 279 574 684	78,44 %	96,99 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>- Les marchés des constructions de 1 675 logements de la première phase du Programme Gouvernemental de construction de 10 000 logements sociaux par les PME locales ont été passés en procédure de gré-à-gré après autorisation du Premier Ministre, Chef du Gouvernement Autorité des Marchés Publics.</p> <p>- les crédits de la sécurisation des sites leurs indemnisations ont été délégués aux services déconcentrés du MINH DU;</p> <p>l'Appui du Gouvernement apporté aux promoteurs immobiliers locaux en matière de construction des VRD en vue de réduire de manière considérable les coûts de vente des logements.</p>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>- 80 logements témoins (quatre immeubles R+4 de 20 logements chacun) sont pratiquement achevés et en attente de réception provisoire. Les 40 autres logements témoins (deux immeubles R+4 de 20 logements chacun) sont à un taux d'exécution de 96% pour les travaux d'achèvement de construction des 1 675 logements sociaux de la première phase du Programme Gouvernemental de construction de 10 000 logements sociaux ;</p> <p>- travaux de construction des VRD en cours d'exécution aux sites de trois promoteurs immobiliers nationaux dans le cadre de l'appui du Gouvernement à la promotion immobilière privée (SCI PARADICIO et SCI ETOA à Yaoundé; SOUTH WEST INTERNATIONAL Construction Corporation à Douala)</p> <p>- 15 sites en cours de sécurisation de et indemnisation dans les villes du Programme de constructions de 1 500 logements chinois et celles pressenties pour les Programmes de construction de logements sociaux par les investisseurs privés ; (03 sites ont obtenus leurs tires fonciers : Edéa, Bamenda et Bafoussam).</p> <p>Lancement des travaux de construction de 660 logements à Olembé/Yaoundé du Programme de construction de 1 500 logements sociaux avec la coopération chinoise.</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>- Non maitrise du processus de passation des marchés : 03 marchés relatifs aux travaux de construction des voies d'accès aux sites des promoteurs immobiliers ont été passés en fin d'année 2013 ;</p> <p>Lenteurs administratives dans le processus de sécurisation des sites et évaluations des biens, accusées par les Commission Départementale.</p>								

Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none">- Achèvement de la construction de 1 675 logements sociaux de la première phase du Programme Gouvernemental de construction de 10 000 logements sociaux ;- Achèvement de la construction de 660 logements à Yaoundé avec la coopération chinoise et le démarrage de la construction de 660 logements sociaux à Douala ;- Poursuite de la sécurisation des sites et indemnisation ;- Poursuite des travaux de construction des VRD aux sites des promoteurs immobiliers locaux.
-------------------	---

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 497

AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE ET DE L'ENVIRONNEMENT
URBAIN

Responsable du programme

ALEXIS LYAUTY CLAUDE OVENA
Directeur des Etudes, de la Planification et de la Coopération

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Assainir, embellir l'espace urbain et assoir une bonne gouvernance urbaine	
Indicateur	Intitulé:	Taux de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	47.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	60.0
Indicateur	Année cible:	2015
	Intitulé:	Nombre d'ouvrages d'assainissement aménagés; proportion de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	30.0
	Année de référence:	2013
ACTIONS DU PROGRAMME	Valeur Cible	50.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN
	Action 02:	EMBELLISSEMENT ET SÉCURISATION DES CENTRES URBAINS
	Action 03:	PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL INTÉGRÉ DE TOUS LES GROUPES SOCIAUX EN MILIEU URBAIN
	Action 04:	AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE URBAINE
DOTATIONS INITIALES	AE 19 117 069 000	CP 17 293 569 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ALEXIS LYAUTY CLAUDE OVENA, Directeur des Etudes, de la Planification et de la Coopération	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	19,4 km de drains réalisés, une station d'épuration réhabilitée, 18 000 m ² d'espaces verts aménagés, 100 jeunes formés et 8 300 ménages bénéficiant des projets sociaux de proximité.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 19 117 034 514	CP 17 293 534 514
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 34 486	Ecart CP 34 486
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 17 243 346 557	CP 17 243 346 555
TAUX DE CONSOMMATION	90,19 %	99,71 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Mobilisation importante des ressources dans le cadre du BIP MINH DU 2013 et du PDUE. De plus on note une forte implication des acteurs (entreprises, CTD concernées, population, etc...). Toutefois, la non disponibilité des données urbaines et des études techniques ne permet pas à ce stade de renseigner les indicateurs les plus pertinents susceptibles de mieux cerner les effets et les impacts de cette activités ; notamment l'indicateur relatif au taux (ou proportion) de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement.	

PERSPECTIVES 2014	<p>Mobilisation importante des ressources dans le cadre du BIP MINH DU 2013 et du PDUE. De plus on note une forte implication des acteurs (entreprises, CTD concernées, population, etc...).</p> <p>Toutefois, la non disponibilité des données urbaines et des études techniques ne permet pas à ce stade de renseigner les indicateurs les plus pertinents susceptibles de mieux cerner les effets et les impacts de cette activités ; notamment l'indicateur relatif au taux (ou proportion) de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement..</p>
----------------------	---

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN								
OBJECTIF	Maîtriser la gestion des eaux pluviales, des eaux usées et des déchets solides							
Indicateur	Intitulé:	Linéaires de drains construits et Taux de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 90%	
	Unité de mesure	km						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	30.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	19,4 km et 01 station d'épuration						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 662 500 000	1 162 500 000	14 083 280 318	13 583 280 318	13 581 654 184	13 583 280 318	96,43 %	99,99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a bénéficié des financements issus de la Banque Mondiale et aussi ceux relatifs au Cinquantenaire de la Réunification à Buéa. en plein processus de décentralisation, la réhabilitation des stations d'épuration et réseau collectif d'assainissement a été transféré aux CTD pour l'amélioration du cadre de vie des populations en milieu urbain qui se dégrade de jour en jour.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	5,1 km de drain à Maroua au quartier Doualaré dans le cadre de la première phase du PDUE, 9km à Buéa dans le cadre du Cinquantenaire de la Réunification. Une station d'épuration réhabilitée au quartier (Biyem-Assi) Yaoundé							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Disponibilité des financements, performance des entreprises retenues. Toutefois, la non disponibilité des données urbaines et des études techniques ne permet pas à ce stade de renseigner l'indicateur relatif au taux (ou proportion) de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement qui est le plus pertinent pour cette action.							
Perspectives 2014	Ce programme connaîtra une amélioration en 2014 avec la réhabilitation de deux (02) stations d'épurations, la construction des drains et des décharges contrôlées dans de nouvelles villes et l'aménagement des espaces dans cinq (05) villes. Par ailleurs, le MINHDU vient de signer avec l'Institut National de la Statistiques (INS) en juin 2014 une convention en vue de la réalisation des études techniques permettant de renseigner les indicateurs les plus pertinents sur cette activité notamment celui relatif au taux (ou proportion) de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement. Compte tenu de la difficulté à renseigner l'indicateur de ce programme, un nouvel indicateur est proposé pour le futur : « nombre de ménages ayant accès aux services d'assainissement ». ce nouvel indicateur capte l'essentiel des ressources affectées dans ce programme, prenant ainsi en compte, la collecte et le traitement des ordures ménagères, la construction des drains, la réhabilitation/construction des stations d'épuration des eaux usées, le recalibrage des cours d'eaux etc.							

Action 02 EMBELLISSEMENT ET SÉCURISATION DES CENTRES URBAINS

OBJECTIF	Embellir et sécuriser le paysage urbain							
Indicateur	Intitulé:	Superficie d'espaces verts aménagés Superficie de zones à risque aménagées Superficie de plans d'eau aménagés Nombre de points d'éclairage public construits et équipés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 90%	
	Unité de mesure	m2						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	200000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	18 000						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	275 000 000	225 000 000	275 000 000	225 000 000	221 956 022	221 956 022	80,71 %	98,65 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les tâches de cette action ont été mises en œuvre à travers le transfert de ressources aux CTD dans le cadre des transferts de compétences							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Espaces aménagés dans les villes de Ngaoundéré, Ebolowa et Bazou dans le cadre des transferts de compétence							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ce sont des travaux de proximité dont la Maîtrise d'Ouvrage est bien assurée par les CTD. La performance de l'action a enregistré une baisse eu égard à la non mobilisation de l'entreprise adjudicataire du marché relatif à l'aménagement de 2000 m² d'espaces verts dans la ville de Bazou							
Perspectives 2014	Ces activités sont inscrites dans le plan d'action 2014-2018 du MINH DU ; donc bénéficieront toujours d'une allocation adéquate tout en s'étendant dans de nouvelles villes (Poli, Douala 2 ^è , Eséka, Bafang et Limbé).							

Action 03 PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL INTÉGRÉ DE TOUS LES GROUPES SOCIAUX EN MILIEU URBAIN								
OBJECTIF	Promouvoir le développement social intégré en milieu urbain et favoriser l'accès de tous les groupes sociaux aux services et équipements urbains de base							
Indicateur	Intitulé:	nombre d'emplois créés par approche HIMO dans les projets urbains Nombre d'acteurs urbains (PME, OSC et CTD) formés aux techniques de la mise en œuvre de l'approche HIMO.					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 81,69	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	1200.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	100 jeunes formés et 8 320 ménages						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 804 569 000	2 898 569 000	3 804 534 514	2 898 534 514	2 853 116 115	2 853 116 113	74,99 %	98,43 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Ces actions ont été mises en œuvre dans le cadre de la 2 ^{ème} phase du PDUE sur financement IDA. Elles ont également bénéficié du financement du budget d'investissement.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Travaux de désenclavement des quartiers sous-structurés à New Bell Nkolmintag à Douala (1,5 km de grands drains primaires aménagés ; 800 ml de route en pavé; 800 ml de voirie en terre y compris caniveaux). Quatre (04) kiosques d'eau avec bornes fontaines et un réseau d'eau potable d'un Km aménagé, 25 points lumineux d'éclairage public et extension des réseaux bouche incendie. 100 jeunes formés aux petits métiers urbains (métiers du bois, agriculture péri urbaine, coffrage et ferrailage) dans les Communes de Bertoua, Yaoundé IV et Nanga Eboko et appui en matériels d'insertion remis aux communes en faveur des jeunes formés.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats sont mitigés à cause des lenteurs des Commissions préfectorales d'expertise des biens dans le cadre du processus d'expropriation-indemnisation, et aussi des procédures de passation des marchés et mise à disposition des fonds de contre parti. Toutefois, la non disponibilité des données urbaines et des études techniques ne permet pas à ce stade de renseigner l'indicateur relatif au taux (ou proportion) des groupes sociaux défavorisés ayant accès à l'emploi à travers la mise en œuvre des infrastructures urbaines.							
Perspectives 2014	Les travaux de proximité connaîtront une meilleure cadence en 2014 grâce à l'aboutissement des travaux des commissions préfectorales consacrées aux expropriations et indemnisations. Par ailleurs, le MINHDU vient de signer avec l'Institut National de la Statistiques (INS) en juin 2014 une convention en vue de la réalisation des études techniques permettant de renseigner les indicateurs les plus pertinents sur cette activité notamment celui relatif au taux (ou proportion) de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement.							

Action 04 AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE URBAINE

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services de l'Etat et développer le partenariat entre les différentes parties prenantes								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de plates formes de concertations fonctionnelles				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 80, %		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		50.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		03 plateformes fonctionnelles						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	13 375 000 000	13 007 500 000	954 219 682	586 719 682	586 620 236	586 620 236	61,47 %	99,98 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action est mise en œuvre dans le cadre de la vulgarisation des dispositions de la Loi régissant l'urbanisme au Cameroun ; elle traite également de la question de lutte contre le désordre urbain, vulgarisation des textes sur la promotion immobilière								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	02 concertations dont l'appui à l'organisation d'un salon de l'immobilier et une (01) dans le cadre du PDUE								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Mobilisation de tous les acteurs urbains au premier rang desquels les Délégués du Gouvernement, ainsi que les promoteurs et agents immobiliers Volonté des acteurs urbains de partager les expériences et les bonnes pratiques.								
Perspectives 2014	La concertation MINH DU- Délégués du Gouvernement, à terme, devra aboutir entre autres, à une harmonisation des coûts de délivrance des actes d'urbanisme et permettre une appropriation des Lois et textes régissant l'urbanisme et l'habitat en vue d'asseoir une vision partagée des options Gouvernementales de développement. D'où la nécessité de respecter la fréquence semestrielle desdites concertations. De même, les salons de l'immobilier de l'habitat et l'urbanisme doivent s'inscrire dans la pérennité au regard de l'intérêt qu'ils suscitent et des nombreux enseignements et accords de partenariat multi acteurs qui en découlent.								

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 498

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT
URBAIN (PDITU)

Responsable du programme

NDJIBA BAMI ARMAND ROMUAL
Directeur des Opérations Urbaines

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer la mobilité urbaine.	
Indicateur	Intitulé:	Linéaire de voirie revêtue réhabilité
	Unité de mesure	km
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	360.0
	Année cible:	2015
Indicateur	Intitulé:	Linéaire de voirie revêtue construit
	Unité de mesure	km
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	40.0
	Année cible:	2015
Indicateur	Intitulé:	Linéaire de voirie revêtue entretenu
	Unité de mesure	km
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	800.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE Action 02: RÉHABILITATION DE LA VOIRIE URBAINE Action 03: CONSTRUCTION DE LA VOIRIE URBAINE	
DOTATIONS INITIALES	AE 99 816 303 000	CP 45 513 803 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NDJIBA BAMI ARMAND ROMUAL, Directeur des Opérations Urbaines	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	82,5 km de voirie en terre entretenu (97%). Les travaux d'assainissement et de mise en forme de la plateforme ont été réalisés. La suite des travaux est en cours 68.4 km de voirie urbaine revêtue réhabilitée 8.635 km de voirie urbaine revêtue construite Les travaux se poursuivent à Limbé et connaissent un taux d'avancement de 28%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 99 891 267 614	CP 45 588 767 614
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -74 964 614	Ecart CP -74 964 614
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 54 714 510 506	CP 45 194 165 609
TAUX DE CONSOMMATION	45,76 %	99,13 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES	L'intervention du MINMAP comme autorité contractante dans la passation des marchés a entraîné	

RESSOURCES	<p>des lourdeurs dans les procédures. Plusieurs marchés ont été signés en fin d'exercice et deux projets d'entretien des voiries en terre par transferts de compétence n'ont pas été réalisés à cause de la forclusion des crédits.</p> <p>Les difficultés d'accès et la forte pluviométrie dans la presqu'île de Bakassi n'ont pas permis d'achever les travaux d'entretien des voiries revêtues à Isangele et Akwa.</p>
PERSPECTIVES 2014	<p>Achever les travaux d'entretien et de réhabilitation des voiries revêtues en cours en 2014.</p> <p>Poursuivre les travaux d'entretien des voiries en terre dans les communes dans le cadre de la décentralisation pour couvrir à terme l'ensemble des communes du pays.</p> <p>Démarrer et poursuivre les travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen</p>

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE								
OBJECTIF	maintenir les voiries dans un bon état							
Indicateur	Intitulé:	Linéaire de voirie revêtue entretenu					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 97%	
	Unité de mesure	km						
	Année de référence:	2013						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	800.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Taux de réalisation technique : 97% pour les voiries en terre 30% pour les voiries revêtues						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 970 000 000	1 542 000 000	1 970 000 000	1 542 000 000	1 433 593 647	1 433 593 647	72,77 %	92,97 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Les travaux d'entretien de la voirie revêtue des villes d'Isangele et d'Akwa entrent dans le cadre du développement de la presqu'île de Bakassi.</p> <p>Les travaux d'entretien des voiries en terre dans 15 communes du pays participent à la décentralisation par transfert de compétences aux communes.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Travaux d'entretien de la voirie revêtue des villes d'Isangele et d'Akwa dans la presqu'île de Bakassi d'un linéaire global de 5,1 km</p> <p>Travaux d'entretien des voiries en terre dans 15 communes du pays d'un linéaire global de 80 km</p> <p>Entretien de 2,5km de voirie en terre dans les villes de Kyé ossi et Santchou</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>Le taux d'exécution de 30% à Isangele et Akwa s'explique par le fait que la procédure de passation des marchés a été longue : deux infructuosités pour absence de soumissionnaire. Finalement, les marchés ont été passés de gré à gré à CHARIOT Compagny Ltd pour les travaux et au BET SADEG pour le contrôle. Les travaux ont démarré mais la zone du projet connaît de fortes pluviométries qui affectent considérablement l'exécution des projets (difficultés d'accès à la zone à cause des boursiers entrainant l'enlissement des engins, climat défavorable). En effet, la presqu'île de Bakassi connaît 2mois de saisons sèches par an (janvier et février), imposant des suspensions des travaux.</p> <p>Le taux d'exécution de 97% pour l'entretien des voiries en terre, par transfert de compétences aux communes est dû au fait que les crédits dans deux communes (BAZOU et LOKOUNDJE) sont tombés dans le clos, ceci à cause du retard accusé par la passation des marchés au niveau Délégations et Commissions Régionales de Passation des Marchés Publics concernées.</p>							
Perspectives 2014	<p>Compte tenu des performances techniques de l'entreprise des travaux qui exécute les travaux à Isangele et Akwa , ceux-ci s'achèveront en 2014.</p> <p>Les travaux d'entretien des voiries en terre dans les communes dans le cadre de la décentralisation se poursuivront pour couvrir à terme l'ensemble des communes du pays.</p>							

Action 02 RÉHABILITATION DE LA VOIRIE URBAINE

OBJECTIF	rétablir les performances des routes urbaines								
Indicateur	Intitulé:		Linéaire de voirie revêtue réhabilité				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 98,6		
	Unité de mesure		km						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		360.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Taux de réalisation technique : 98,6%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	82 770 372 000	38 789 500 000	75 850 372 000	31 869 500 000	32 152 520 236	31 632 425 340	42,38 %	99,26 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les travaux de réhabilitation de la voirie de Buéa ont été réalisés dans le cadre des préparatifs du cinquantenaire de la réunification								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Travaux de réhabilitation des voiries à Nsam-Obobogo – Nkolguié et au Carrefour Préfecture à Yaoundé d'un linéaire global de 09 km Prolongement du boulevard des nations à Douala sur un linéaire de 0,9km réhabilitation de 26 km de voirie à Buéa Les travaux de réhabilitation des voiries dans 28 villes du pays, dont 24 villes secondaires sur un linéaire global de 28,5 km								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La passation du marché relatif aux travaux de réhabilitation de la voirie « Tradex Éleveurs – Chapelle Ngousso » a connu du retard. Les marchés n'ont été signés qu'en juin 2014								
Perspectives 2014	Les travaux de réhabilitation de la voirie « Tradex Eleveurs – Chapelle Ngousso » sont en cours de démarrage et seront achevés en 2014.								

Action 03 CONSTRUCTION DE LA VOIRIE URBAINE

OBJECTIF	Etendre le réseau ferroviaire dans les villes								
Indicateur	Intitulé:		Linéaire de voirie construit				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		km						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		40.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	15 075 931 000	5 182 303 000	22 070 895 614	12 177 267 614	12 128 396 623	12 128 146 622	54,95 %	99,6 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le marché des travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen (section rase campagne) n'a été attribué qu'en fin 2013 et le marché de la maîtrise d'œuvre le 09 janvier 2014.</p> <p>Les travaux de construction de la voirie de Limbé ont accusé du retard à cause des procédures d'indemnisation et de libération des emprises.</p>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Les travaux de construction de la pénétrante Est de la ville de Yaoundé d'un linéaire de 04 km sont en cours avec un niveau d'avancement de 85% et s'achèvent en 2014</p> <p>Les travaux de construction de la voirie de Limbé, de Buéa et de Maroua respectivement de 2km, 7 km et 1,635 km.</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>Les ressources allouées au financement des travaux de construction de l'autoroute ont été transférés au financement des travaux de construction de la voie d'accès à la ville nouvelle d'Olembé, et aux travaux de réhabilitation de la voirie de Buéa dans le cadre des préparatifs du cinquantenaire de la réunification.</p>								
Perspectives 2014	<p>Les travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen sont en cours de démarrage</p>								

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 499

PILOTAGE ET ADMINISTRATION DE LA POLITIQUE DU
SOUS-SECTEUR URBAIN

Responsable du programme

YEMPIE JEREMIE
Directeur des Affaires Générales

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et les performances des services du MINH DU	
Indicateur	Intitulé:	Nombres de structures et de réalisations effectivement accompagnées au MINH DU
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE Action 02: RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES Action 03: COORDINATION DES SERVICES	
DOTATIONS INITIALES	AE 12 343 727 000	CP 8 972 727 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	YEMPIE JEREMIE, Directeur des Affaires Générales	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Toutes les structures et réalisation du Ministère accompagnées.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	100%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 12 125 078 534	CP 8 754 078 534
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 218 648 466	Ecart CP 218 648 466
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 8 118 549 940	CP 8 107 670 915
TAUX DE CONSOMMATION	66,95 %	92,62 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Le faible taux de consommation des Crédits de paiement est dû à la non maîtrise de la masse salariale et des charges fixes	
PERSPECTIVES 2014	Poursuite du processus de l'amélioration du fonctionnement et des performances des services du MINH DU	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

Action 01 AMÉLIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE								
OBJECTIF	Améliorer le cadre institutionnel et Juridique du sous-secteur urbain							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de projets de textes élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		12.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		06 Nombre de projets de textes élaborés					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	550 000 000	170 000 000	550 000 000	170 000 000	151 538 631	151 538 631	27,55 %	89,14 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none">- Première année de fonctionnement de la Division des Affaires Juridiques au lendemain du nouvel organigramme du MINHDU signé le 14 septembre 2012- Volonté du gouvernement d'améliorer le climat des affaires dans les domaines de l'immobilier et de l'urbanisme lors du Cameroon Business Forum (février 2013 à Douala) Mise en œuvre du programme gouvernemental de construction de 10000 logements sociaux et de l'aménagement de 50000 parcelles							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraunts)	06 textes réglementaires élaborés et signés							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraunts)	<p>Utilisation rationnelle et judicieuse des ressources allouées</p> <ul style="list-style-type: none">- Décret n° 2013/0042/PM du 23 janvier 2013 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2008/0739/.PM du 23 avril 2008 fixant les règles d'utilisation du sol et de la construction- Décret n° 2014/0521/PM du 19 mars 2014 portant réglementation des interventions en matière de VRD en milieu urbain- Arrêté conjoint MINHDU/MINDCAF fixant la nomenclature de désignation des immeubles dans le titre de propriété- Arrêté n° 0044/E/2/MINHDU du 26 novembre 2013 portant organisation de la commission d'éligibilité aux programmes d'habitat social- Arrêté n° 0043/E/2/MINHDU du 06 novembre 2013 fixant les modèles de demande et de permis de construire Décision portant organisation et fonctionnement de la commission consultative de promotion immobilière							
Perspectives 2014	<ul style="list-style-type: none">- Elaboration d'un recueil de texte sur l'urbanisme et l'habitat en 2014- Elaboration d'un guide de la copropriété en 2014- Elaboration d'un projet de loi sur l'habitat social et ses décrets d'application- Validation du manuel de procédure du MPA du MINHDU- Relecture de la loi régissant l'urbanisme au Cameroun et ses textes d'application							

Action 02 RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES									
OBJECTIF	Améliorer la performance des acteurs urbains								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnels formés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		110 personnels formés Matériel spécifique et technique •24 scanners à main •24 GPS 30 odomètres •60 triple décamètres •04 copieurs •Acquisition d'ordinateur complet •Aménagement des bureaux de trois (03) délégations départementales •Interconnexion informatique de deux (02) délégations régionales avec les services centraux •Numérisation des archives de trois (03) délégations régionales et de tous les services centraux				100%		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	4 383 500 000	1 392 500 000	4 271 832 834	1 280 832 834	1 175 589 429	1 174 386 427	27,51 %	91,69 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<div>- Cette action a été menée dans un contexte marqué par une carence de matériel technique spécifique, cadre et condition de travail inadéquat pour quelques personnels et responsables du Ministère</div> <div>Exercice expérimental d'apprentissage et appropriation des nouvelles techniques budgétaires</div>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<div>- 110 personnels formés</div> <div>- 04 bâtiments en construction dont 02 délégations régionales et 02 délégations départementales (dotation pluriannuelle)</div> <div>- 06 délégations réhabilitées</div> <div>- 04 études menées (dotation pluriannuelle)</div> <div>- 01 journée mondiale réalisée</div> <div>13 véhicules et 04 motos achetés</div>								

<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Utilisation rationnelle des ressources budgétaires allouées</p> <ul style="list-style-type: none"> - 04 bâtiments en construction (dotation pluriannuelle) : - Délégation régionale de l'extrême nord à Maroua - Délégation Régionale de l'Adamaoua à Ngaoundéré - Délégation départementale du Djérem à Tibati - Délégation départementale du Koung-Khi à Bandjoun <ul style="list-style-type: none"> - 06 délégations réhabilitées : - Départementale du Nyong et kelle - Délégation régionale de l'Est - Délégation départementale de NKAMBE - Délégation régionale du Nord –Ouest - Délégation départementale du NDE - Délégation régionale du Sud-Ouest <ul style="list-style-type: none"> - 04 études menées : - 01 étude d'APD/DCE en vue de la construction de la délégation départementale du Ndé à Bangangté, - 01 étude d'APD/DCE en vue de la construction de la délégation départementale du Nyong et kelle, - Inventaire du patrimoine architecturale ; - étude en vue de la réalisation d'un programme national de construction des bâtiments publics à usage de bureau <ul style="list-style-type: none"> - Journée mondiale de l'habitat célébrée au mois d'octobre 2013
<p>Perspectives 2014</p>	<p>L'indicateur ne rend pas réellement compte de l'objectif visé par l'action A ce titre il est suggéré qu'en 2014 cet indicateur soit revu comme suit : nombre de bureaux équipés-bâtiments construits/réhabilités</p>

Action 03 COORDINATION DES SERVICES

OBJECTIF	Améliorer l'efficacité, le rendement et la cohérence des services								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution des projets				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Accompagnement financier des comités et groupes de travail						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	7 410 227 000	7 410 227 000	7 303 245 700	7 303 245 700	6 791 421 880	6 781 745 857	92,99 %	92,86 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Exercice expérimental d'apprentissage et appropriation des nouvelles techniques budgétaires Mise en œuvre des outils de pilotage du budget avec désignation des responsables de programme d'action et de contrôle de gestion								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<div>- Accompagnement financier des comités et groupes de travail</div> <div>- Acquisition des matériels informatiques spécifiques et roulants</div> Entretien et équipement des services du MINH DU								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<div>- Accompagnement financier des comités et groupes de travail</div> <div>- Acquisition des matériels informatiques spécifiques et roulants</div> <div>- Entretien et équipement des services du MINH DU</div> <div>- Appui au suivi des projets (carburant, indemnité de missions, primes diverses, etc ...)</div> <div>- Paiement des ADP</div>								
Perspectives 2014	Amélioration des capacités de prise en charge de tous les services du MINH DU								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2013 permet d'une part d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, et d'autre part, d'entrevoir des perspectives à court et moyen terme en considération des leçons apprises.

Pour l'essentiel, l'exercice 2013 s'est exécuté dans un contexte institutionnel en pleine mutation marqué par l'implémentation d'importantes réformes tant sur le plan budgétaire avec l'entrée en vigueur effective du nouveau régime financier de l'Etat et son corolaire le Budget-Programme ; que celui de l'attribution de la commande publique.

Le déploiement de ces deux refontes a connu quelques balbutiements qui ont induits des lourdeurs dans la réalisation des tâches retenues.

Toutefois, le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, en tant qu'institution du secteur des infrastructures, a conduit avec satisfaction les opérations bénéficiant d'une allocation budgétaire au cours de l'année de référence. Ainsi, tout a été mis en œuvre pour assurer l'accompagnement attendu de la production et de la consommation, et permettre aux villes de jouer pleinement leurs rôles de moteur de l'économie.

De même, pour améliorer la lisibilité de nos résultats, voire de nos performances, il ya lieu de revisiter le contenu des programmes et actions à l'effet d'affiner les indicateurs qui sont associés dans le cadre de leur renseignement.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Le DSCE a assigné au sous-secteur de l'Habitat et du Développement Urbain l'objectif stratégique énoncé de la manière suivante « **maitriser le développement des villes et en faire des centres de production et de consommation nécessaires à l'essor du secteur industriel ; promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain ; et concourir au développement des zones rurales environnantes** ». Pour cela, quelques cibles sont visées à l'horizon 2020, il s'agit précisément de 150 km de voirie construite ou réhabilitée, et 17000 logements construits.

Pour atteindre cet objectif, la stratégie de Développement Urbain a identifié quatre programmes déclinés successivement en actions, activités et tâches.

L'appréciation de la performance globale du département ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacun des programmes.

1- Développement de l'Habitat

Pour maîtriser l'urbanisation galopante et anarchique, 02 documents de planification achevés et 19 en cours d'élaboration avec un taux d'avancement moyen de **40%**.

En ce qui concerne la réalisation des opérations d'aménagement urbain, 291ha ont été réalisés pour une performance de **100%**.

S'agissant de la construction des logements, le projet de construction de 660 logements sociaux avec la coopération chinoise se poursuit avec un taux d'avancement moyen de **80%**, représentant une performance de **100%**.

2-Amélioration de l'environnement urbain

Les actions menées visent une meilleure canalisation des eaux pluviales, un meilleur traitement des eaux usées et des déchets solides, l'embellissement et la sécurité en milieu urbain, et le renforcement de la gouvernance urbaine. En guise de résultats, 19,4km de drains ont été construits pour une performance de **100%**, 18 000m² d'espaces verts aménagés sur une cible de 20 000m² pour une performance de **90%**, 100 jeunes formés aux petits métiers urbains et environ 8300 ménages bénéficiant des projets sociaux de proximité pour une performance de 100%.

3-Développement des infrastructures de transports urbains

L'accent a été mis sur les travaux de réhabilitation, de construction et d'entretien de la voirie urbaine à l'effet de désengorger les pénétrantes de nos grandes métropoles, et de fluidifier la circulation les axes structurants et les grands carrefours. Comme résultats enregistrés, 82,5km de voirie en terre entretenue pour une performance de **97%**, 68,4km de voirie urbaine revêtue réhabilitée pour une performance de **98%**, 8,635km de voirie revêtue construite pour une performance de **81,1%**.

4-Gouvernance et appui institutionnel dans le secteur urbain

Les tâches réalisées dans ce chapitre ont permis le renforcement du cadre institutionnel ainsi que des ressources humaines et matérielles compatibles avec les missions assignées aux structures chargées de la mise en œuvre des programmes opérationnels. A cet égard, 06 textes réglementaires ont été élaborés et signés en matière d'Urbanisme et d'Habitat pour une performance de **100%**, 110 personnels formés sur l'appropriation du budget programme, 04 bâtiments en construction dont 02 délégations départementales et 02 régionales. 13 structures dotées en véhicules en vue du suivi de la mise en œuvre des programmes.

3.2. LEÇONS APPRISSES

Sans une coordination cohérente des programmes à l'intérieur d'un chapitre, l'efficacité du budget programme risque ne pas être perceptible. Aucune action n'étant complète par elle-même, elle a besoin des matériaux provenant d'autres actions pour être réalisée. La coordination trouve ici son caractère impératif, pour réussir la mise en œuvre des programmes ;

- La mise en place d'un système d'informations performant afin d'avoir des données permettant de renseigner les indicateurs ;
- La nécessité d'assurer une forte coordination dans le suivi des projets transférés aux CTD dans le cadre de la décentralisation en vue de la reddition des comptes en rapport avec le RAP.
- Bien formuler les indicateurs permet de mieux renseigner sur les performances réalisées. Un mauvais choix d'indicateur oblige à s'écarter de la réalité exprimée par les activités menées au sein d'une action précise. Il faudrait un meilleur accompagnement dans la formulation des indicateurs.

3.3. PERSPECTIVES 2014

Dans le but d'améliorer la coordination et les performances du MINH DU, quelques considérations méritent d'être relevées notamment :

- le renforcement de la coordination opérationnelle des actions d'un programme et celle des activités d'une action, pour améliorer la qualité des résultats de chaque programme ;
- la révision des indicateurs pour plus de pertinence dans le suivi des performances d'un programme et de ces actions ;
- la mise en place d'un système de collecte des données statistiques permettant de mieux renseigner les indicateurs ;
- la poursuite et l'intensification en interne, de la formation des responsables à tous les niveaux sur le budget programme.